
En reconnaissant la Palestine, les dirigeants occidentaux essaient-ils de « sauver la face » ?

Description

Bien qu'il s'agisse d'une décision historique, la reconnaissance de la Palestine par les États occidentaux doit être accompagnée de mesures supplémentaires, estiment les analystes.

Par Justin Salhani, le 21 septembre 2025



Riyad H Mansour, observateur permanent palestinien auprès des Nations Unies, s'adresse aux députés américains après le vote de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question palestinienne et la mise en œuvre de la solution « deux États », New York, États-Unis, 12 septembre 2025 [Eduardo Munoz/Reuters]

Le Canada, le Royaume-Uni et l'Australie ont reconnu l'État palestinien, une réponse symbolique à la guerre que mène actuellement Israël contre Gaza et son expansion territoriale en Cisjordanie occupée.

D'autres États, dont la France et le Portugal, devraient reconnaître la Palestine dans les prochains jours, après les annonces faites dimanche.

Israël a réagi ces derniers jours en redoublant de fermeté.

Peu avant l'annonce, Shosh Bedrosian, porte-parole du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, a déclaré que le Premier ministre avait qualifié cet acte d'« absurde et tout simplement une récompense pour le terrorisme ».

Lors d'un événement organisé à Jérusalem-Est occupée le 15 septembre, [Netanyahu a promis à ses partisans](#) qu'il « n'y aurait pas d'État palestinien ».

Si cette initiative prise par trois États à savoir le Canada, le Royaume-Uni et l'Australie a attiré l'attention du monde entier et fait la une de nombreux journaux, les analystes interrogés par Al Jazeera estiment qu'il s'agit d'une mesure symbolique mineure dans le contexte actuel d'humiliation, de meurtres et de déplacements de centaines de milliers de Palestiniens, même si elle a un certain poids.

« La reconnaissance est importante dans ce cas précis, car les proches alliés des États-Unis ont jusqu'à présent reporté au lendemain d'un accord négocié », a déclaré Rida Abu Rass, politologue palestinien, à Al Jazeera.

« Elle est importante parce que ces pays ont rompu les rangs. En termes d'impact, Israël se retrouve encore plus isolé, et je pense que c'est significatif. »

Le jour même de la reconnaissance à l'annonce, au moins 55 Palestiniens ont été tués lors d'attaques israéliennes sur Gaza dimanche. Au moins 37 d'entre eux ont été tués dans la ville de Gaza, où l'armée israélienne a lancé une [nouvelle campagne brutale](#) de violence.

Reconnaissance performative ?

Les analystes expriment un certain scepticisme quant à la possibilité que cette reconnaissance améliore les conditions matérielles des Palestiniens qui souffrent actuellement de l'agression israélienne.

Depuis octobre 2023, Israël a tué au moins 65 283 personnes et blessé 166 575 autres dans sa guerre contre Gaza ; de nombreux experts estiment que ces chiffres sont en réalité bien plus élevés. Lors des attaques menées par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, 1 139 personnes ont trouvé la mort et environ 200 autres ont été faites prisonnières.

Pendant ce temps, en Cisjordanie occupée, les attaques de l'armée israélienne et des colons violents ont tué plus de 1 000 personnes, alors que le gouvernement israélien menace d'annexer complètement l'ensemble du territoire.

La guerre menée par Israël, qualifiée de génocide par les experts israéliens et [internationaux](#) ainsi que par les [organisations de défense des droits humains](#), ne devrait pas s'apaiser après les actions de dimanche, selon les analystes.

« Tant qu'il n'y aura pas de mesures concrètes, telles que des sanctions, un embargo sur les armes et la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne dans la Palestine occupée avec une coalition de forces de la communauté internationale pour soulager les souffrances de la population, je reste pessimiste », a déclaré Al Jazeera Chris Osieck, un chercheur indépendant qui a contribué aux enquêtes de Forensic Architecture et Bellingcat sur la Palestine et Israël.

Mohamad Elmasry, professeur à l'Institut d'études supérieures de Doha, a déclaré à Al Jazeera que cette décision était principalement symbolique.

« Je pense qu'ils subissent une pression croissante de la part de la communauté internationale et de leurs populations respectives pour agir », a-t-il déclaré.

« Je pense que c'est leur façon d'agir ou de dire qu'ils ont agi sans pour autant prendre de mesures concrètes. »

Néanmoins, cette reconnaissance signifie que les trois pays peuvent désormais conclure des traités avec le gouvernement palestinien et nommer des ambassadeurs part entière.

Pour sa part, le Royaume-Uni reconnaît Husam Zomlot comme ambassadeur palestinien au Royaume-Uni.

M. Zomlot a déclaré dans un communiqué que « cette reconnaissance attendue depuis longtemps marque la fin du déni par la Grande-Bretagne du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance dans notre patrie ».

« Elle marque une étape irréversible vers la justice, la paix et la réparation des torts historiques, notamment l'héritage colonial britannique, la déclaration Balfour et son rôle dans la possession du peuple palestinien », a-t-il déclaré.

Adhésion des organisations internationales

Une grande partie du monde reconnaît déjà l'état de Palestine.

Avec ces récentes adhésions, seuls les États-Unis, une poignée d'états européens et baltes, la Corée du Sud, le Japon et quelques autres États ne reconnaissent pas la Palestine.

Cependant, même si la plupart des pays du monde soutiennent la création d'un état palestinien, celui-ci n'est toujours pas membre à part entière des Nations unies.

« [La reconnaissance] n'apporte aucun nouveau privilège à l'ONU et ne permet pas à la Palestine de devenir membre de nouvelles institutions intergouvernementales, du moins pas sans le soutien des États-Unis », a déclaré M. Abu Rass.

« La Palestine est actuellement un État observateur non membre », a-t-il expliqué. « Pour devenir membre à part entière, il faudrait une recommandation du Conseil de sécurité de l'ONU [suivie d'un vote de l'Assemblée générale de l'ONU], ce qui est pour le moins improbable, compte tenu du droit de veto des États-Unis. »

Cela pourrait néanmoins constituer un premier pas.

La pression internationale s'intensifie sur Israël pour qu'il mette fin à sa guerre contre Gaza, en particulier de la part de l'Europe. Les campagnes de boycott prennent de l'ampleur et pourraient conduire à l'expulsion d'Israël de l'[Eurovision](#) et à son exclusion des [compétitions sportives internationales](#).

L'Union européenne a récemment [évoqué](#) la possibilité d'augmenter les droits de douane sur certains produits israéliens et d'imposer des sanctions à certains dirigeants israéliens.

« La reconnaissance n'a pas d'impact direct sur les actions d'Israël à Gaza, mais elle peut signaler la volonté de ces pays de prendre des mesures concrètes qui auraient un impact direct sur les actions d'Israël à Gaza, telles que des embargos bilatéraux sur les armes, c'est-à-dire ne pas vendre d'armes à Israël et ne pas acheter d'armes auprès de fabricants israéliens », a déclaré M. Abu Rass.

Les dirigeants « sauvent la face »

Des analystes ont d'claré Al Jazeera qu'ils pensaient que certains États occidentaux, bien qu'ils discutent depuis des mois de la reconnaissance de la Palestine, prenaient cette mesure pour punir Israël de son agression contre Gaza et la Cisjordanie occupée. Une hypothèse renforcée par le soutien conditionnel à la création d'un État exprimé par certains États.

Ils affirment que ces dirigeants réagissent aux multiples pressions internes dans leurs propres pays, notamment celles exercées par des groupes pro-israéliens liés aux partis traditionnels, alors que de plus en plus d'lecteurs réclament des mesures et des sanctions de la part de l'État pour mettre fin au génocide.

« Cela se produit actuellement en raison des pressions nationales croissantes qui s'exercent sur ces gouvernements de centre-gauche », explique M. Abu Rass.

« Rien n'a changé en soi, [mais] nous assistons à une réaction lente et cumulative à une situation qui couve depuis longtemps à une désaffection libérale croissante et ces mesures doivent être considérées comme un moyen peu coûteux de satisfaire les demandes des lecteurs. »

« Ils sauvent la face », ajoute M. Abu Rass.

En juillet, le Premier ministre britannique Keir Starmer a déclaré qu'il reconnaît la Palestine à moins qu'Israël ne prenne des « mesures substantielles » [pour mettre fin à sa guerre contre Gaza](#).

Dimanche, M. Starmer a déclaré que cette reconnaissance était une réponse aux réalités politiques actuelles en Israël et en Palestine.

« Cette décision vise à faire avancer cette cause », a déclaré M. Starmer dimanche. « Elle est prise aujourd'hui parce que je suis particulièrement préoccupé par le fait que l'idée d'une solution à deux États s'affaiblit et semble aujourd'hui plus éloignée qu'elle ne l'a été depuis de nombreuses années. »

L'Australie a également posé des conditions à sa reconnaissance, le Premier ministre Anthony Albanese déclarant : « D'autres mesures, notamment l'établissement de relations diplomatiques et l'ouverture d'ambassades, seront envisagées à mesure que l'Autorité palestinienne progressera dans ses engagements en matière de réformes. »

Un fardeau particulier

Il y a cent huit ans, le gouvernement britannique signait la déclaration Balfour, dans laquelle il exprimait son soutien à la création d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine.

Le Royaume-Uni est un allié historique de l'État d'Israël contre les Palestiniens. Pour certains, la reconnaissance de l'État palestinien revient donc à reconnaître la complicité du Royaume-Uni dans le déplacement et la spoliation des Palestiniens.

« La Grande-Bretagne a la responsabilité particulière de soutenir la solution à deux États », a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy lors d'un discours à

lâ??ONU en juillet.

MalgrÃ© la symbolique historique, les analystes ne sont pas convaincus que lâ??avenir rompra avec les 100 derniÃ¨res annÃ©es.

Â« MÃªme si la Palestine est reconnue par tous les pays du monde, peu de choses changeront pour les Palestiniens tant que lâ??occupation israÃ©lienne ne sera pas dÃ©mantelÃ©e Â», a dÃ©clarÃ© Abu Rass.

Â« La pression internationale a un rÃ´le Ã jouer ici, mais elle doit aller au-delÃ de la simple reconnaissance, notamment par des sanctions, la rupture des relations diplomatiques, la poursuite des criminels de guerre et des boycotts culturels. Â»

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : [Al Jazeera](#)

date crÃ©Ã©e
2025/09/22